

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 avril 2018

IMMIGRATION ET DROIT D'ASILE - (N° 857)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 225

présenté par

M. Di Filippo, Mme Anthoine, M. Brochand, M. Cinieri, M. Cordier, M. Hetzel, M. Le Fur,
M. Leclerc, M. Masson, M. Peltier, M. Jean-Pierre Vigier, M. Straumann, M. Bazin,
Mme Corneloup, M. Pierre-Henri Dumont, M. Bony, M. Marleix, M. Minot, M. Menuel,
Mme Beauvais, M. Ramadier, M. Viala, M. Jean-Claude Bouchet, Mme Kuster et Mme Le Grip

ARTICLE 3

Supprimer les alinéas 2 à 4.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le gouvernement veut favoriser le regroupement familial, notamment pour les réfugiés mineurs, avec l'extension du bénéfice de la réunification familiale non seulement aux ascendants directs au premier degré, mais aussi aux frères et sœurs. Au contraire, il faut durcir les exigences du regroupement familial, qui représente 40 % des délivrances de titres de séjour, et refuser de délivrer des titres de séjour pour raisons familiales en l'absence de perspective sérieuse d'intégration, tenant compte notamment des ressources, du logement, de la couverture sociale, de la maîtrise de la langue française, du respect des valeurs de la République et du projet de vie en France.